



Lettre de l'UEF-Rhône-Alpes

Union des fédéralistes européens

2011 - N° 1 - Janvier

ISSN N° 1767-9850

EDITORIAL

Par Alain REGUILLON, président

Prenant la succession de notre ami **Jean Francis BILLION** à la présidence de notre association régionale, j'ai le plaisir de vous présenter ce premier numéro de l'année de notre bulletin d'information : « la lettre de l'UEF-Rhône-Alpes ».

Celle-ci est essentiellement consacrée aux rapports présentés lors de notre assemblée générale du 14 décembre 2010, ainsi qu'au compte-rendu du premier sommet du Mont Dolent, colloque international où nous étions représentés par notre actuel secrétaire général, **François COUTIN**, et notre trésorière, **Henna MALVIGUE**.

Je profite de ces quelques lignes pour remercier chaleureusement **Jean Francis BILLION** et **Jean-Luc PREVEL** de leur engagement durant de nombreuses années, respectivement à la présidence et au secrétariat général, ce dernier ayant assuré cette fonction durant 20 ans. Ils restent cependant membres du comité directeur, tant régional que national, continuant ainsi à nous faire bénéficier de leur expérience.

Cette année 2011 sera marquée par la réflexion que nous engagerons sur le devenir de l'Union européenne et sur la contribution que les fédéralistes rhônalpins apporteront à l'UEF-France dans la préparation des assises du fédéralisme qui devraient se tenir en fin d'année.

Nous aurons aussi à relayer la campagne pour les « États-Unis d'Europe » lancée en septembre dernier par l'UEF-France et qui vise à obtenir, d'ici à 2014, date de renouvellement des différentes institutions européennes, un changement significatif du fonctionnement de l'Union dans un sens réellement fédéraliste.

Cette année devrait aussi nous conduire à aller au devant de nos concitoyens et tenter d'augmenter le nombre de nos adhérents, mais aussi de les former tous -anciens et nouveaux- afin que nous disposions de militants en capacité de démultiplier notre message et notre action.

A toutes et tous, je souhaite bonne lecture de cette lettre et renouvelle mes vœux de bonne et heureuse année 2011



Merci de régler sans attendre vos cotisations 2011, elles sont indispensables à la vie de notre association

UEF Rhône-Alpes

c/o Maison de l'Europe - 18, avenue Félix-Faure - 69007 - LYON

Contact : alain.reguillon@orange.fr - Site : www.europe-federale.asso.fr

Permanence

Tous les 2^{èmes} mardis du mois de 18 à 19 h. 30

Tous les 4^{èmes} mardis du mois, entretien-débat sur un sujet d'actualité

Europe Info Rhône-Alpes/Europe Direct - 13 rue de l'Arbre sec 69001 Lyon (métro Hôtel de ville)

Lettre de l'UEF Rhône-Alpes - Imprimerie L'INTERFACE - 48 Rue Decomberousse - 69100 Villeurbanne

Compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'UEF Rhône-Alpes, réunie le 14 décembre 2010 à Lyon

23 membres de l'UEF Rhône-Alpes sont présents ou représentés.

Présentation du rapport politique par Jean Francis BILLION, Président (reproduit ci-après).

Une discussion s'engage : **André-Pierre DARTEIL** fait référence au Manifeste de **SPINELLI** des fédéralistes européens de 1957, à l'époque du Congrès du peuple européen. André souligne la faiblesse du Parlement européen. Ce sont les partis nationaux qui font les listes. Le Traité de Lisbonne a renforcé le nationalisme. Il faut s'adresser directement aux citoyens européens, comme à l'époque du CPE. **Bernard GIROUD** estime qu'on peut être menacé par la marginalisation. La mutualisation est nécessaire. On manque aujourd'hui de *leaders*. **Audrey SORIA** pense qu'il faut rappeler les idéaux mais ne pas oublier le contexte et accepter de passer par des étapes (un gouvernement économique). **Henna MALVIGUE** dit qu'il faut utiliser la crise. C'est le moyen de faire comprendre aux citoyens que l'Europe actuelle ne marche pas. **Alain REGUILLON** trouve qu'on joue les équilibristes : à la fois on prône la fédération et en même temps on accompagne le processus. La méthode communautaire, ça n'est pas le fédéralisme. Aujourd'hui, on est dans l'intergouvernemental, produit du Traité de Lisbonne. Aucun *leader* n'a de vision de l'Europe. La formation des militants est importante. Il est difficile de comprendre où va l'UEF Europe alors que c'est l'organisation supranationale qui devrait nous guider. Le travail d'élaboration est important, il faut aller vers un nouveau manifeste des fédéralistes comme **Michel MORIN** l'avait évoqué. **Michel MORIN** s'interroge sur la position des fédéralistes par rapport à l'Europe officielle. **SPINELLI** a été le premier équilibriste. **Michel ROUX** pense comme **Gérard ONESTA** qu'il faut « tuer » le Conseil européen qui est l'outil des confédéralistes.

Présentation du rapport d'activités par Jean-Luc PREVEL, Secrétaire Général (reproduit ci-après).

Dans la discussion, **Bernard GIROUD** insiste sur le fait que l'on doit trouver un moyen pour récupérer des signatures comme on l'a fait par le passé.

Présentation du rapport financier par François COUTIN Trésorier (voir document joint).

De nouvelles adhésions ont été enregistrées, en partie grâce au site web, en 2010. Le trésorier donne également le solde des comptes au jour de l'AG.

Vote concernant les rapports statutaires : les trois rapports sont adoptés à l'unanimité.

Présentation de la Campagne de l'UEF France « Pour les États-Unis d'Europe » par Alain REGUILLON

Alain REGUILLON, Secrétaire fédéral de l'UEF France, présente une contribution sur la **Campagne pour les États-Unis d'Europe**, adoptée par une résolution du Comité Directeur réuni le 26 septembre 2010 à Lyon.

L'Assemblée Générale procède à l'élection du Comité Directeur qui est ainsi constitué :

Philippe AGOSTINI, Jean Francis BILLION, François COUTIN, André-Pierre DARTEIL, Bernard GIROUD, Henna MALVIGUE, Florence MAURY, Michel MORIN, Guy PLANTIER, Jean-Luc PREVEL, Alain REGUILLON et Michel RPOUX ; Tous sont élus à l'unanimité.

L'Assemblée Générale étant close, le **Comité Directeur** nouvellement élu se réunit pour élire son Bureau dont la composition est la suivante : Président **Alain REGUILLON**, Vice-présidents **Florence MAURY** et **Guy PLANTIER**, Secrétaire Général **François COUTIN**, Secrétaire Général Adjoint **Bernard GIROUD**, Trésorière **Henna MALVIGUE**.

Rapport politique Par Jean Francis BILLION, président

Notre dernière Assemblée générale s'est déroulée il y a un peu plus de deux ans, en septembre 2008. A l'époque j'avais souhaité, en introduction de mon rapport politique, revenir sur mon intervention devant notre Université d'automne 2006, devant laquelle vue l'impossibilité de participer de notre ami Gino MAJOCCHI, j'avais dû traiter à l'improviste du thème du Congrès du Peuple européen, créé et animé par Altiero

SPINELLI suite à l'échec de la Communauté européenne de défense au milieu des années 1950.

Deux ans après l'UAF 2006, j'avais en effet souhaité revenir à nouveau sur la campagne du CPE et insister sur ce qui avait fait l'âme de cette action exemplaire et jamais égalée depuis des fédéralistes européens : les deux notions que, pour ma part, j'estime toujours valables d'« **illégitimité des États nationaux** » et de « **crise de l'État national** ». Je reste plus que jamais convaincu que ces deux notions doivent rester au centre de notre engagement pour lui donner un sens, nous permettre d'être nous même, et donc d'agir de manière autonome,

et non plus comme je le crois depuis trop d'années, d'être trop souvent à la traîne de l'europhisme officiel.

L'Union européenne, traverse actuellement une crise sans précédent, mais, nous devons le rappeler : **L'Union européenne traverse cette crise seulement parce qu'elle n'est pas la Fédération européenne.** L'Union européenne reste en effet une simple organisation internationale de type confédéral comme suffit à le prouver le maintien du droit de veto de ses 27 États membres au centre de son organisation institutionnelle.

Or, nous le savons : **il n'y a que deux sortes de confédérations : celles qui ont échoué (la SDN par exemple) ou celles qui ont réussi... car elles se sont transformées en fédérations.**

Au plan institutionnel de l'Union, **un médiocre Traité de Lisbonne, est venu remplacer un médiocre Constitution,** le texte insuffisant mais réellement novateur rédigé et approuvé par la Convention pour l'Europe, présidée par Valéry GISCARD D'ESTAING, ayant été largement vidé de son contenu lors de la Conférence intergouvernementale d'Athènes avant d'être soumis à l'approbation des peuples et/ou de leurs représentations parlementaires.

Comme aimait à le rappeler SPINELLI à propos du Projet de Traité D'Union européenne qu'il avait fait approuvé par le Parlement européen à une très large majorité en 1984..., avant qu'il ne soit lui aussi édulcoré et tiré vers le bas par les gouvernements jusqu'à devenir l'Acte Unique européen, il n'est pas rare que, comme l'écrivait HEMINGWAY dans *Le Vieil homme et la mer*, le pêcheur ne ramène au port que les arêtes du poisson, la chair ayant été dévorée par les requins sur le chemin du retour ! C'est bien là le drame des fédéralistes condamnés à remettre toujours sur le métier leur ouvrage et à perdre toutes les batailles jusqu'à la victoire finale, aujourd'hui pour bâtir la Fédération européenne et demain la Fédération mondiale.

Les principales innovations du Traité de Lisbonne, les postes de Président du Conseil européen et de Haut Représentant pour les Affaires extérieures, d'une part, et, les accroissements virtuels des pouvoirs du Parlement européen, d'autre part, n'ont pas suffi à relancer la machine européenne.

En ce qui concerne les pouvoirs accrus du Parlement européen, je viens d'employer le terme de « virtuel » ; car, encore faudrait-il que les parlementaires européens souhaitent s'en emparer et se fassent violence ! Au sein du Parlement européen, les fédéralistes semblent aujourd'hui largement absents ; certains, parmi les plus dévoués au combat fédéraliste, semblent parfois avoir abandonné la lutte, même, parfois, notre ami Jo LEINEN. Le *leadership* de l'Intergroupe fédéraliste, semble bien timoré, sous la houlette de notre Président européen, Andrew DUFF, et de notre ami Bruno BOISSIERE. Même si un espoir est né récemment, à ses côtés avec la fondation d'un Groupe SPINELLI, sous la double houlette de Guy VERHOFSTADT ancien Premier

ministre belge et Président d'honneur de l'UEF Belgique, et de Daniel COHN BENDIT. Toutefois, si le « Manifeste SPINELLI » est intéressant il est encore trop tôt pour voir comment les deux groupes pourront ou souhaiteront coopérer pour réveiller les ardeurs fédéralistes vacillantes du Parlement européen. Les organisations fédéralistes, en particulier la JEF et l'UEF, ne doivent pas choisir l'un pour l'autre, mais les épauler tous les deux et populariser, soutenir, le cas échéant et le plus souvent possible, leurs initiatives, communes ou non.

Nous en sommes arrivés à un point, avec plus particulièrement la crise économique et financière mondiale, largement devenue -de par l'inefficacité des institutions européennes- la crise de l'euro, où l'Union européenne, peut réellement éclater et se dissoudre, remettant en cause un demi siècle de processus d'intégration européenne et, n'en doutons pas un instant, rendant alors à nouveau possible le déchaînement des passions et les excès du nationalisme, de la haine et, finalement, de la guerre sur notre continent. Ce que nous aurions, encore il y a quelques mois, jugé impossible !

Dans une telle situation, nous devons ne pas avoir crainte d'affirmer qu'il faut marcher, avant qu'il ne soit trop tard, à marche forcée et de manière décisive, vers la Fédération européenne. Qu'elle comprenne tout ou, au départ, seulement une partie de l'Union européenne, par exemple les seuls pays de la zone euro. Mais ce ne sera jamais aux fédéralistes d'en décider.

Alors que nos adversaires, les nationalistes et les néo-fascistes, auxquels s'ajoutent malheureusement les souverainistes de « gauche », relèvent la tête dans quasiment tous les pays de l'Union européenne et chez certains de ses voisins, les fédéralistes ne peuvent plus se contenter de se faire les avocats de l'Union européenne telle qu'elle est, si loin de ce que nous voulions et de ce que nous voulons.

Nous devons, par ailleurs, aussi reconnaître la difficulté pour les fédéralistes de définir actuellement une stratégie après l'adoption du Traité de Lisbonne qui n'a rien résolu mais est, pour beaucoup, en particulier malheureusement au Parlement européen, venu apparemment clore une période de plus de 10 ans de lutte pour une Constitution européenne (fédérale), terme que les fédéralistes avaient imposé dès leur Congrès de Vienne de l'année 2000 alors que cela aurait été impensable quelques années plus tôt.

Nous venons de recevoir les éléments adoptés au dernier Comité fédéral de l'UEF Europe, auquel la JEF est largement représentée, à Bruxelles les 30 et 31 octobre. Notre prochain Comité directeur devrait les étudier en profondeur, de même que d'autres textes, venus de telle ou telle section de notre mouvement supranational, sans exclusive et sans oublier la Campagne pour les Etats-Unis d'Europe actuellement menée par l'UEF-France, et dont je pense que Alain REGUILLON, notre Secrétaire fédéral, se fera tout à l'heure l'avocat et l'écho, pour préparer le prochain Congrès européen de notre organisation à la fin mars 2011. La Campagne pour les

Etats-Unis d'Europe, adoptée par l'UEF-France, s'articule en cinq axes :

- révision des traités pour établir une gouvernance de l'Union qui institue une véritable politique économique ;
- création de ressources propres pour le budget de l'Union et l'abandon des contributions des pays membres ;
- création d'une circonscription supranationale lors des prochaines élections dans laquelle serait élu un nombre significatif de parlementaires européens ;
- abandon du droit de veto et la généralisation du vote à la double majorité des Etats et des citoyens ;
- émergence d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune à partir de la mise en place du service européen d'action extérieure.

Je ne la néglige pas, même si je regrette son intitulé, et je lui reconnais l'intérêt d'exister et de nous permettre, en particulier par le *net*, de faire connaître le mouvement et de recruter, et je laisse à Alain vous la décrire plus en détails. Mais cette campagne, ne peut se suffire à elle-même car elle ne peut pas nous permettre d'occuper réellement nos adhérents et nos sympathisants. Nous devons à son côté définir impérativement une action permettant aux fédéralistes de s'adresser aux citoyens et « de descendre dans la rue ».

Les fédéralistes européens doivent aussi développer des partenariats dans la société civile et parmi les organisations, démocratiques et humanistes, disposées à faire un bout de chemin avec eux pour la Fédération européenne, comme dans notre région, nous avons par exemple commencé à le faire avec des organisations apparemment si différentes, voire si éloignées de nous, que la Commission Europe de l'association ATTAC du Rhône ou les militants autonomistes et régionalistes de Régions & Peuples Solidaires. Nous devons également poursuivre et accroître nos partenariats avec la JEF et les jeunes Européens (Lyon et Grenoble), mais aussi avec les autres associations et mouvements de la mouvance européenne de la région (MDE, IPE, ME, ...). C'est de ces partenariats, multiples et ouverts, que pourra éventuellement naître une coalition de la société civile régionale pour la Fédération européenne, respectant au-delà de cet objectif central commun, les visions et particularités de chaque partenaire.

Au-delà de l'Europe, également des fédéralistes se battent pour nos idéaux communs et nous devons nous approprier leurs combats, ceux du Mouvement fédéraliste mondial, pour réformer, renforcer et démocratiser la gouvernance mondiale en particulier au sein du système des Nations unies et de leurs agences spécialisées. Le *WFM*, qui a récemment réuni son Conseil mondial à Buenos Aires, développe actuellement plus particulièrement deux actions : la lutte pour la

ratification par de nouveaux pays du statut du Tribunal pénal international, en animant le secrétariat d'une Coalition internationale des ONG pour la Cour pénale internationale, qu'il a fondée et qui regroupe aujourd'hui plus de 2500 ONG de tous les continents, et, la **Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies** pour laquelle le soutien d'ONG et de parlementaires, voire de parlements nationaux ou régionaux, ne cesse de croître. Même si j'en suis conscient, le « **fédéralisme mondial** » ne doit pas et ne peut pas être, même en ces temps de crise et de doute, notre priorité. Mais qui d'entre nous peut sérieusement prétendre ou espérer que l'Europe, même fédérale, pourrait à elle seule résoudre des problèmes et répondre à des défis mondiaux tels que la crise financière internationale ou le réchauffement climatique ? Pour cette seule raison, déjà, la dimension mondiale du combat fédéraliste ne peut que s'imposer à nous.

Au sein de l'État-nation, également, des militants fédéralistes, plus particulièrement dans le pays centralisé à l'extrême, et en voie de recentralisation avec la récente réforme territoriale votée par la majorité actuellement au pouvoir en France, mènent un combat que nous devons aussi faire nôtre sans arrière pensées. Celui pour le **fédéralisme interne** et la démocratisation / décentralisation de nos institutions. **Nous devons en parallèle de notre ouverture au fédéralisme mondial, nous ouvrir à la dimension interne du fédéralisme**, comme nous avons commencé à le faire avec notre dernière Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes 2010 dont les Actes seront prochainement publiés...

Les fédéralistes, surtout en ces temps de doute et de langueur militante, doivent aussi en revenir à leurs fondamentaux : la lutte contre l'extrémisme de droite, fils du nationalisme et de l'identité nationale, la lutte pour la paix et, avant qu'il ne soit trop tard, la mise hors la loi de la guerre.

Moins que jamais nous ne sommes assurés de gagner la bataille pour la Fédération européenne, mais nous devons nous mettre en état si nous devons la perdre, de poursuivre durablement la lutte en attendant que, en Europe ou sur d'autres continents, revienne une occasion historique permettant de relancer la bataille fédéraliste.

Nous devons aujourd'hui former de réels militants fédéralistes, tâche trop longtemps négligée, capables de perdre des batailles et pourtant de continuer sans relâche leur action politique jusqu'à la victoire finale, capables d'autofinancer leur action et leur organisation, capables de former des générations futures de militants et de traverser une longue période de glaciation politique dans une Europe divisée et menacée à nouveau par la haine et la guerre civile.

Rapport d'activité septembre 2008 - décembre 2010

Jean-Luc PREVEL, secrétaire général

La dernière Assemblée Générale s'est tenue le 20 septembre 2008

Actions de 2009 :

Les fédéralistes ont été présents lors du **Mondial du Rugby** aux côtés d'Europe-Info, à Vienne, du **11 au 13 avril** ; le **26 février**, Jean-François Billion, Président de l'UEF Rhône-Alpes a présenté une conférence à la Maison de l'Europe sur le **Comité français pour la Fédération européenne** créé à Lyon en juin 1944 ; le **25 mars**, date anniversaire du Traité de Rome, l'UEF a organisé avec les *JE (Jeunes Européens)* un stand sur le marché Jean Macé à Lyon 7° ; le **26 mars**, une délégation de l'UEF RA a été présente à Grenoble pour un rassemblement sur le thème des élections européennes organisé par la délégation française du PE (Parlement européen) et l'*Université populaire de Grenoble (UPEG, proche du ME (Mouvement Européen Isère)*, en présence du Président du PE et de parlementaires européens sortants ; le **20 avril**, nous avons organisé à ED une conférence de presse pour présenter les auditions du 30 avril en présence de 2 journalistes (*Radio Espace* et *La Tribune de Lyon*) ; le **30 avril** ont eu lieu à la mairie du 3° (cf. les compte-rendu dans la *Lettre de l'UEF RA* de mai 2009). des **auditions citoyennes** des candidats à l'**élection européenne de juin 2009**, organisées, sur l'initiative de l'UEF RA, en partenariat avec Europe Info RA, les JE et la Maison de l'Europe. Elles ont permis d'entendre : François Alfonsi, porte-parole de la Fédération Régions & Peuples solidaires (regroupant la majeure partie des organisations régionalistes et autonomistes démocratiques) et n°2 sur la liste EUROPE ECOLOGIE ; Fabienne Faure, n° 2 de la liste MODEM ; Gilles Artigues, n° 3 de la liste MODEM ; Sylvie Guillaume, n° 2 de la liste PS ; Alain Malégarie, porte-parole de la tête de liste UMP et Etienne Tête, n° 6 d'EUROPE ECOLOGIE. Bernard Fromentin animait le débat. Nous regrettons que Françoise Grossetête, tête de liste UMP, retenue à Varsovie par une réunion du Parti populaire européen, n'ait pu participer de même qu'un autre de ses colistiers (mais la liste UMP n'avait pas encore été officialisée !) et que Farida Boudaoud, n° 4 sur la liste PS, ait dû annuler sa participation peu avant le début des Auditions. Ces absences ont rendu plus difficile le déroulement des débats, et compliqué le rôle du modérateur et la répartition des temps de parole. Jean-François Billion et Benoît Courtin, Présidents de l'UEF Rhône-Alpes et des JE - Lyon, ont introduit la réunion à laquelle ont participé plus de 180 personnes. Les représentants des autres associations co-organisatrices sont eux aussi intervenus afin de poser, à tour de rôle, une question choisie par leur mouvement.

Le **9 mai**, nous avons été présents place de la République avec les associations de la *MDE (Maison de l'Europe)*. De nombreux contacts ont été noués avec des citoyens, des militants associatifs et des candidats à l'élection européenne. Nous avons été présents sur le **bus de l'Europe** organisé par *Europe info* dans sa tournée de Rhône-Alpes à partir du **11 mai**. Nous avons aussi été présents, avec d'autres associations partenaires, devant le **bus du CIDEM (Civisme et démocratie)**, place Antonin Poncet le **18 mai**. Le **19 mai**, Michel Morin a tenu une conférence à la Maison de l'Europe, sur le thème de « la montée des nationalismes ».

Les **6 et 7 juin** nous avons participé aux Fêtes consulaires sur le stand de la *Maison de l'Europe*, et celui d'Europe Direct, Place Bellecour.

Le **25 septembre 2009** s'est tenue à Lyon, dans les locaux de l'Université Lyon III, la **4^e Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes** sur le thème : « Le rôle du Parlement européen dans la démocratisation et le renforcement du gouvernement de l'Union européenne », en partenariat avec Europe Info Rhône-Alpes, la Maison de l'Europe, les Jeunes Européens et le Mouvement européen de Lyon.

Le **matin**, sous la présidence de Florence MAURY, secrétaire générale adjointe de l'UEF RA), Jean-Marie PALAYRET (Directeur des Archives historiques des Communautés européennes à Florence) a traité de : « **Le Parlement européen : cinquante ans au service du citoyen européen ?** » et Guido MONTANI (Vice-président de l'UEF Europe - Pavie) de la « **Présentation de la Campagne de l'UEF pour un gouvernement fédéral de l'Union Européenne.** » Joan Marc SIMON (Secrétaire général UEF Europe - Bruxelles) a parlé de la « **Stratégie des Fédéralistes européens pour les années à venir** ».

L'après-midi, sous la présidence de Michel MORIN, Membre du Comité directeur de l'UEF-Europe et de UEF Rhône-Alpes, Florent BANFI (Membre du Bureau exécutif de la JEF Europe - Paris) a évoqué la « **Stratégie de la JEF Europe** » ; Fabien CAZENAVE (Ancien Rédacteur en chef du magazine web *Le Taurillon* - Paris) a abordé le thème des « **Technologies de l'information et la stratégie des fédéralistes** » ; Lucio LEVI (Président du *MFE* italien - Turin) a traité du « **Parlement européen, démocratie internationale et mondialisation** ».

Une **table ronde** a suivi, animée par Alain REGUILLON (Membre du Comité directeur de l'UEF Rhône-Alpes). Les participants étaient : Bruno BOISSIERE (Secrétaire de l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen) - Jean-Guy GIRAUD (Vice-président de l'UEF France) - Alain LIPIETZ (ancien parlementaire européen Verts / ALE - 1999-2009) - Guido MONTANI (Vice-président de l'UEF Europe).

Plus de 70 personnes y ont participé, malgré la grève des bus, à cette université.

Le **stand du 11 novembre** où l'UEF RA a été présente place de la République à Lyon, a été une réussite. Plusieurs centaines de documents ont été distribués et la trouvaille de Bernard Giroud du slogan soulevé par des ballons a eu beaucoup de succès.

Actions de 2010 :

A l'issue du Comité directeur du **30 janvier 2010** plusieurs adhérents ont participé, pour la deuxième année consécutive, à une séance de présentation des vœux de l'UEF RA.

Plusieurs militants de Rhône-Alpes ont participé aux **Etats Généraux de l'Europe à Strasbourg le 17 avril**, qu'il s'agisse des tables rondes, dont celle animée par l'UEF France, ou du village associatif où l'UEF disposait d'un stand. Cette action a permis un bon affichage de l'UEF et de nombreux contacts.

Le 9 mai, nous avons participé à une **action-commémoration du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration SCHUMAN** aux côtés d'Europe Info, du ME, de la MDE, d'Europe et compagnie, etc., sur les berges du Rhône. Dommage que la météo ait été défavorable. La visualisation à travers les ballons, notamment ceux porteurs d'une banderole a été forte (cf. newsletter de Sylvie Guillaume MPE, et FR 3).

Le 25 septembre 2010, la **5^{ème} Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes** s'est tenue à l'Université Lyon III avec pour partenaires : Europe Info - MDE - ME Rhône - JE Lyon (JEF) – Presse fédéraliste - Régions & Peuples solidaires, sur le thème : « **EUROPE et REGIONS - Quels espaces pour les peuples en Europe ?** »

Le matin, après un rapport introductif de **Ulrich BOHNER**, ancien Directeur exécutif du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe sur « Les pouvoirs locaux dans la construction européenne », une table ronde s'est réunie, animée par **Michel MORIN** (Président Europe Info Lyon Rhône-Alpes) avec, pour participants : **Ulrich BOHNER** - **Noël COMMUNOD** (Conseiller régional Rhône-Alpes - EE/MRS) - **Christian GUYONVARCH** (Conseiller régional Bretagne, ancien Vice-président CR - EE/UDB) n'ayant pu être présent, il a été remplacé par **Gustave ALLIROL** (Président du Parti Occitan), – **Alfonso SABATINO** (Secrétaire Conseil des Communes et Régions d'Europe – Piémont) sur le thème : « *En quoi la démocratie locale et régionale peut-elle contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ?* »

L'après-midi, après un rapport introductif de **François ALFONSI**, Député européen - Verts / ALE -Porte parole de Régions & Peuples solidaires sur le thème : « Quelles autonomies pour les régions en Europe ? », une table ronde s'est réunie, animée par **David CORTIER** (Président du ME Lyon Rhône), avait comme **participants** : **François ALFONSI** - **Roberto LOUVIN** (Conseiller régional et ancien Président de la Vallée d'Aoste) - **Catherine VIEILLEDENT** (Présidente Groupe Europe UEF et membre Comité fédéral UEF) – **Joseph YACCOUB** (Professeur à l'Université catholique de Lyon) ; elle a traité de : « *Les identités régionales, culturelles et linguistiques, peuvent-elles contribuer à une union toujours plus étroite entre les peuples européens ?* »

Une cinquantaine de personnes ont participé à cette Université d'automne qui fera prochainement l'objet d'une publication de ses actes.

Le 23 octobre s'est tenu aux Gets (74), le « **1^o Sommet du Mont Dolent** », colloque organisé par le Mouvement Région Savoie, en partenariat avec l'ALE (Alliance libre européenne), R & PS (Régions et peuples solidaires) et l'UEF RA, pour examiner les convergences et divergences entre Pays de Savoie, Valais et Vallée d'Aoste, avec en toile de fond, la « Réforme territoriale ». François Coutin, membre du Bureau de l'UEF R.A. a présenté l'UEF lors des allocutions d'ouverture et a participé aux débats en compagnie de Henna Malvigie membre, elle aussi, du Comité directeur de l'UEF RA.

Le 4 novembre s'est tenu dans le grand amphithéâtre de Lyon II une rencontre avec des parlementaires européens, organisée en partenariat entre Europe-Info RA, le Mouvement européen Lyon Rhône, les JE de Lyon, l'UFCS (Familles Rurales), la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, Europe et compagnie, Europe et mondialisation, la Maison de l'Europe et l'UEF RA.

Le débat a été introduit par une présentation du fonctionnement du Parlement européen, par la **mission d'information du PE** à Marseille et animé brillamment par **Fabien CAZENAVE** de Touteurope, ancien responsable du Taurillon.

Cinq parlementaires de la circonscription du grand sud-est étaient présents : **Jean-Luc BENHAMIAS** (ALDE), **Michel DANTIN** (PPE), **Sylvie GUILLAUME** (Alliance S & D), **Michèle RIVASI** (Verts/ALE) et **Marie-Christine VERGIAT** (GUE). Une série de quatre groupes de questions préparées par les associations invitantes leur ont été posées ainsi qu'une synthèse de questions écrites posées par le public venu nombreux (environ 300 personnes). Cette rencontre a été précédée d'un échange entre des représentants des associations organisatrices, des journalistes et les parlementaires. Ce débat fut très animé, passionnant au dire de nombreux participants et les parlementaires ont tous été d'accord pour qu'il soit renouvelé.

Il faut ici saluer la décision du Président de l'Université Lyon II qui a accepté la tenue de cette rencontre alors qu'il avait dû fermer l'Université ce jour-là en raison de mouvements d'étudiants.

Il faut signaler durant cette période la parution de 4 numéros de la Lettre de l'UEF RA en novembre 2008, février 2009, mai 2009 et mars 2010. Par ailleurs, en mai 2010, nous avons publié les Actes de l'Université d'automne 2009.

Une permanence est assurée tous les mardis de 18h à 19h30, dans les locaux d'Europe-Info RA à l'attention des militants et des sympathisants du Mouvement.

Le Comité Directeur s'est réuni 8 fois : les 18 novembre 2008, 24 février 2009, 21 avril 2009, 23 juin 2009, 14 septembre 2009, 18 novembre 2009, 30 janvier 2010 et 3 juin 2010.

Rapport d'orientation du nouveau président : Alain REGUILLON

L'action que j'envisage de conduire, avec une équipe renouvelée, s'inscrit dans la continuité de l'équipe sortante dont, d'ailleurs, je faisais partie avec d'autres.

Si j'ai accepté de me porter candidat à la présidence de l'UEF Rhône-Alpes, c'est pour trois raisons :

1. cette fonction me paraît complémentaire à celle de secrétaire fédéral,
2. notre section est la base la plus solide, aujourd'hui, de l'UEF-France, celle qui compte le plus d'adhérents, mais aussi celle où la réflexion et l'activisme, au bon sens du terme, sont le plus marqués,
3. enfin, les actions que nous pourrions conduire, les initiatives que nous pourrions prendre, les expérimentations que nous ferons, me semblent pouvoir servir à tout le mouvement des fédéralistes.

Le prochain comité directeur établira la programmation de l'année 2011 que je vous propose d'articuler autour de 5 actions :

- a) des rencontres deux mardis par mois, dont une thématique pour laquelle la préparation serait confiée à l'un d'entre nous ; cela pourrait devenir « les mardis du fédéralisme »,
- b) des conférences que nous pourrions reprendre à la Maison de l'Europe à un rythme qu'il convient de définir,
- c) d'une journée de rassemblement annuel des militants et sympathisants mêlant débat, formation et temps de convivialité, avant la période d'été,
- d) de l'Université d'automne des fédéralistes le deuxième weekend end de septembre,
- e) enfin, des manifestations sur le terrain qui nous permettent d'aller au devant des gens et développer notre mouvement en le faisant mieux connaître ainsi que nos idées.

Ces quelques propositions doivent être complétées et toute suggestion sera la bienvenue.

L'animation de notre section et la diffusion de nos idées, c'est l'affaire de tous ; c'est dans un esprit d'équipe que j'entends animer l'UEF-Rhône-Alpes et, tous ensemble, nous devons prendre le pari d'augmenter de façon significative le nombre de nos adhérents, l'objectif d'ici à 2 ans étant de doubler le nombre de nos militants.

Mais, au-delà des actions, devant la situation désastreuse que connaît l'Union européenne depuis, plus particulièrement, le début de cette année 2010, il convient de se poser une question : « *les fédéralistes doivent-ils continuer à accompagner une construction européenne supplantée par la méthode intergouvernementale, au risque de cautionner cette évolution de l'Union ?* »

Pour moi, la réponse est clairement NON. Pour autant, il faut en débattre. Ce débat, je vous propose de l'engager entre nous, ici, en Rhône-Alpes, avant de le porter au niveau national et, pourquoi pas un jour, au niveau européen. Ce débat doit s'inscrire dans la perspective des Assises du fédéralisme.

Ce débat me paraît d'autant plus important que notre image est brouillée dans l'opinion, car nous n'avons pas de message qui tranche avec les autres associations européennes.

C'est pourquoi, au-delà de la Campagne pour les « États-Unis d'Europe », il nous faut voir plus loin que l'horizon 2014. La campagne est intéressante en ce sens qu'elle montre notre pragmatisme et notre bonne volonté à s'inscrire dans les évolutions que permet le traité.

Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce que ces évolutions permettent de remettre en scelle la méthode communautaire ce qui serait, de toute façon, un minimum peu satisfaisant aujourd'hui.

Une rupture avec la ligne de conduite qui est la nôtre depuis ces dernières années est-elle souhaitable, voire possible ? Avons-nous la capacité de proposer un projet qui repose sur la double légitimité des peuples et des États, en nous appuyant, bien sûr, sur les peuples ? Pouvons-nous être les déclencheurs d'un nouvel élan pour le fédéralisme tant en nous préoccupant du niveau européen que du niveau national, sans perdre la perspective d'un fédéralisme mondial plus lointain, dont le premier pas pourrait-être l'élection d'un parlement des Nations unies qui viendrait se substituer à l'actuelle Assemblée générale ?

J'ai conscience d'évoquer davantage d'interrogations que de vous proposer des solutions, ce qui d'ailleurs serait prétentieux. Mais, vous l'aurez compris, ce que je vous propose, c'est de reprendre le chantier de la construction européenne

sans céder au réflexe de la facilité et du pragmatisme.

Il nous faut reprendre le chemin de la « Fédération ». Pour cela, nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce qui existe, ni suggérer des améliorations qui ne parviendraient pas à atteindre notre but.

Il nous faut, me semble-t-il, considérer l'Union comme le socle du marché intérieur pouvant être étendu à d'autres, dont la Turquie. Mais, à l'intérieur de cette Union, il nous

fait imaginer une avant-garde qui accepte le transfert de pouvoirs régaliens à un État supranational.

Il n'est plus temps de tergiverser. Il faut agir. Sans élan nouveau, l'Europe ne comptera jamais au rang des grands de ce monde. Ce serait dommage pour celui-ci, tant l'exemple européen, reposant sur la réconciliation des hommes et des peuples, est porteur d'espoir pour l'humanité.

La ligne de conduite que je vous trace est sans doute ambitieuse, mais je crois que sans ambition, nous disparaîtrons et avec nous tout espoir pour le fédéralisme et la paix dans le monde.

**Colloque international, « 1^{er}. Sommet du Mont Dolent »
23 octobre 2010 aux Gets (Haute-Savoie)**

François COUTIN

Secrétaire général de l'UEF Rhône-Alpes

Le Mont Dolent, dans le massif du Mont Blanc, se situe à l'intersection des frontières entre la Savoie, le Valais et la Vallée d'Aoste. Un colloque s'est tenu le 23 octobre pour examiner les convergences et divergences entre Pays de Savoie, Valais et Vallée d'Aoste, avec en toile de fond, la « **Réforme territoriale** » lancée en 2010 par le gouvernement français et actuellement en cours d'examen par l'Assemblée nationale et le Sénat, pour un vote d'ici la fin de l'année.

Ce colloque s'est déroulé en dialogue avec des élus de Savoie, de Rhône Alpes, de Suisse (cantons de Genève et du Valais), et de la Vallée d'Aoste, en présence d'un public d'une petite centaine de personnes, aux Gets (Haute Savoie). L'UEF Rhône Alpes était partenaire de cette journée, consacrée aux régions de trois pays européens voisins, avec le MRS (Mouvement Région Savoie), l'ALE (Alliance libre européenne) et R&PS (Régions et Peuples Solidaires).

François Coutin, membre du Bureau de l'UEF R.A. a présenté l'UEF lors des allocutions d'ouverture et a participé aux débats en compagnie de Henna Malvigie membre, elle aussi, du Comité directeur de l'UEF RA.

Ces régions de l'Europe ont des caractéristiques très proches : régions alpines, avec une activité touristique importante, des voies de communication majeures qui engendrent des contraintes de pollutions, des espaces écologiques à préserver, une agriculture de montagne, etc....

On a compté parmi les intervenants :

- François ALFONSI, Député européen ;
- Roberto LOUVAIN Conseiller régional de la Vallée d'Aoste ;
- Georges MARIETAN, ex Président du Grand Conseil (Parlement) du Valais ;
- M. KRAMER, Conseiller genevois aux Etats (Sénat de la Confédération) ;
- M. DEFOORT, Président de l'ALE (groupe Verts/ALE du Parlement européen) ;
- Denis BOUCHET Vice Président du Conseil Général de la Haute Savoie ;
- M. Noël COMMUNOD, Conseiller régional de Rhône Alpes.

Le débat a permis de mieux connaître le fonctionnement des institutions de ces régions : fédéralisme pour les cantons de Genève et du Valais, autonomie pour la Vallée d'Aoste, centralisation étatique pour les départements savoyards et la région Rhône Alpes. Il a exposé aussi la convergence des problématiques des régions d'Europe, en particulier celles qui sont à proximité immédiate des frontières nationales. Il a été notamment souligné le cas de Genève. Ce canton de 220 km² est au centre d'un bassin géographique qui avec sa proche couronne savoyarde et vaudoise (canton de Vaud) compte plus de 800 000 habitants. Les frontières genevoises sont franchies quotidiennement par 500 000 personnes, et 60 000 résidents français travaillent à Genève.

Un exposé a présenté les évolutions de cette région qui va connaître, côté français, la création d'une « métropole » genevoise qui entrera dans le cadre de la loi de réforme territoriale. Les questions restent ouvertes sur les articulations possibles de cette « métropole » d'une part avec la région Rhône Alpes et d'autre part avec une éventuelle nouvelle entité constituée par la fusion des deux départements savoyards.

Ces évolutions sont majeures pour la gestion et le développement de cette région, dans le respect du bien commun de leurs populations. On retrouve les mêmes problématiques, en Europe, notamment à Bâle (*Dreyeckerland*), Strasbourg-Kehl, Forbach-Saarbrücken, Lille-Tournai-Kortrijk (Courtrai), Aix la Chapelle (Hollande, Belgique, Allemagne), et Görlitz sur l'Oder (Pologne, Allemagne). Il s'agit là de thèmes de terrain européens très concrets pour les populations concernées.

On pourra retenir en conclusion la phrase de M Roberto LOUVAIN, Valdotaïn : « Poursuivons la dynamique commune pour effacer ces frontières qui nous séparent, alors qu'Aoste n'est qu'à 130 km de Genève, par autoroute »